



FICHE
PAYS

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

AFRICAN
WILDLIFE
INITIATIVE



La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

L'UICN remercie ses partenaires cadre pour leur précieux support et tout particulièrement : le ministère des Affaires étrangères du Danemark ; le ministère des Affaires étrangères de la Finlande ; le gouvernement français et l'Agence française de développement (AFD) ; le ministère de l'Environnement de la République de Corée ; le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement du Grand-Duché de Luxembourg ; l'Agence norvégienne de développement et de coopération (Norad) ; l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) ; la Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC) ; et le département d'État des États-Unis d'Amérique.

Le présent ouvrage a pu être publié grâce au cofinancement de l'Union européenne.

Publié par : UICN, Gland, Suisse

Produit par : Équipe Mesures de conservation des espèces de l'UICN

Droits d'auteur : © 2025 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cet ouvrage à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du (des) détenteur(s) des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La production de cet ouvrage à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Citation recommandée : UICN (2025). *Fiche pays : République démocratique du Congo (RDC)*, African Wildlife Initiative. UICN.

Photo couverture : © USO

Mise en page : Lucy Peers

CONTENTS

RÉSUMÉ	4
1 L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE DE L'UICN : INTENSIFICATION DES MESURES DE CONSERVATION POUR LES ESPECES MENACEES	6
2 CAP SUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)	9
3 L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE SUR LE TERRAIN : MESURES MISES EN PLACE EN RDC	11
3.1 Conservation des gorilles et des chimpanzés dans la réserve naturelle d'Itombwe	11
3.2 Résilience socio-économique et protection du gorille de Grauer dans les forêts communautaires dans la partie nord du parc Kahuzi-Biega	13
3.3 Réhabilitation et renforcement des postes de patrouille stratégiques dans la Réserve de faune à okapis	15
3.4 Appui au maintien des capacités locales de surveillance continue et de protection des populations de gorilles de montagne du parc national des Virunga (RDC) pendant la pandémie de COVID-19	17
3.5 Permanence des gardes de bonobos et des patrouilles de gardes forestiers dans le camp d'expédition de la réserve faunique de Lomako Yokokala et autour de celui-ci	19
3.6 Appui à la survie à long terme de l'okapi dans l'est de la RDC par le biais d'approches locales coordonnées et durables de la conservation	21
4 ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES MESURES DE CONSERVATION PRISES EN RDC	24
4.1 L'appropriation par la communauté des efforts de conservation est essentielle pour leur réussite	24
4.2 Les incitations économiques réduisent les activités illicites comme le braconnage et l'exploitation forestière	24
4.3 Le maintien d'équipes stables et bien formées assure la continuité de la conservation	25
4.4 L'intégration de la conservation aux moyens d'existence et au développement renforce l'adhésion communautaire	26
4.5 La gestion adaptative est essentielle dans la réponse apportée aux défis imprévus	27
5 RECOMMANDATIONS POUR LES FUTURS EFFORTS DE CONSERVATION DES ESPECES	28
6 CONCLUSION	30

RÉSUMÉ

La République démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays présentant la biodiversité la plus riche au monde. Il abrite plus de 10 000 espèces de plantes et une faune emblématique comme le gorille de montagne, le bonobo, l'okapi et l'éléphant des forêts. Ses écosystèmes comprennent les vastes savanes, zones humides, forêts montagneuses et forêts tropicales du bassin du Congo, qui, pour beaucoup, sont d'importance mondiale. Cependant, cette biodiversité est confrontée à des défis de conservation redoutables, exacerbés par l'instabilité socio-économique. Le braconnage, la destruction de l'habitat et le commerce illicite d'espèces sauvages sont généralisés, sous l'effet de la forte demande en viande de brousse et de parties d'animaux. Des groupes armés compliquent encore les efforts de conservation : ils créent de l'insécurité dans les régions isolées et entravent la capacité des forces de l'ordre à lutter efficacement contre la criminalité liée aux espèces sauvages.

Les communautés locales, qui rencontrent des difficultés en raison de la diminution des possibilités de moyens d'existence, se tournent de plus en plus vers des pratiques non durables comme la chasse et l'agriculture sur brûlis. Ces activités non seulement détruisent des habitats vitaux, mais font également peser des menaces physiques directes sur les populations d'espèces sauvages. Les risques de transmission de maladies, en particulier la COVID-19, l'Ebola et la variole du singe, exacerbent la vulnérabilité de populations d'espèces déjà fragiles. Par exemple, des cas de variole du singe ont été identifiés depuis 2022, dans les régions situées à proximité des habitats critiques du gorille de Grauer et du chimpanzé. Ces problèmes mettent en péril certaines des espèces les plus menacées au monde, notamment le gorille de Grauer, le chimpanzé oriental, le bonobo, l'okapi et l'éléphant des forêts.

En réponse, six projets de conservation financés par l'initiative SOS African Wildlife créée par SOS (Save Our Species, Sauvons nos espèces) de l'UICN ont été mis en œuvre dans des réserves et parcs nationaux clés. Ils portent principalement sur l'engagement communautaire, les initiatives anti-braconnage et la surveillance écologique.

- Dans la **réserve naturelle d'Itombwe**, parmi les efforts de protection du gorille de Grauer et du chimpanzé oriental, citons le recrutement des communautés locales comme écogardes, la surveillance par des patrouilles anti-braconnage et l'utilisation de la technologie de Spatial Monitoring and Reporting Tool (pour outil de reporting et surveillance spatiale). Cela a abouti à la stabilisation des populations de grands singes, au retrait de plus de 1 200 pièges et au passage de patrouilles qui ont couvert 4 318 km².
- Dans le **parc national de Kahuzi-Biega** et les concessions forestières communautaires, des initiatives de conservation ont intégré la protection des espèces au développement socio-économique, ce qui a entraîné une augmentation de la population locale de gorilles de Grauer, qui est passée de 24 à 46 individus. La Réserve de faune à



okapis a vu le renforcement des postes de patrouille et la restauration des flux de convois logistiques afin d'améliorer la sécurité des espèces en danger comme l'okapi et l'éléphant des forêts malgré les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

- Dans le **parc national des Virunga**, des patrouilles anti-braconnage et la surveillance écologique ont contribué à maintenir l'intégrité de l'habitat et à protéger la population de gorilles de montagne pendant la suspension du tourisme liée à la COVID-19, tout en améliorant également l'accès à l'eau pour 7 000 habitants de la région.
- Dans la **réserve faunique de Lomako Yokokala**, les efforts se sont concentrés sur la conservation du bonobo pendant les difficultés financières liées à la pandémie de COVID-19, à savoir : maintien des patrouilles de gardes forestiers, soutien des gardes de bonobos et mise en œuvre de mesures de prévention des maladies, finalement stabilisation de la population de bonobos à 29 individus et renforcement de la sécurité locale.
- De même, dans le **parc national de Maiko** et les réserves communautaires environnantes, l'initiative Fauna & Flora International a amélioré les efforts d'application de la loi et de biosurveillance pour la conservation de l'okapi. Cela a eu pour effet l'amélioration de l'efficacité des patrouilles et le développement de l'échange de connaissances scientifiques, avec le projet de publier les principales conclusions dans une revue faisant l'objet d'un examen par les pairs.

Afin de garantir l'efficacité à long terme de ces efforts de conservation, plusieurs recommandations clés ont émergé :

- Assurer un soutien financier à long terme par des sources de financement diversifiées, notamment des budgets publics, des donateurs internationaux et des mécanismes innovants comme les fonds fiduciaires pour la conservation.
- Renforcer les compétences et capacités du personnel de conservation et des communautés locales par le biais de formation ciblée, de mentorat et d'un échange de connaissances.
- Mener des études d'espèces systématiques afin de rassembler des données fiables sur les populations, les menaces et les habitats afin d'orienter les priorités et mesures en matière de conservation.
- Accorder de l'importance aux modèles de conservation communautaires qui comprennent la consultation et la participation des communautés, des incitations économiques à l'intention des parties prenantes locales et l'amélioration des résultats de la sécurité sociale.
- Établir et maintenir de **solides systèmes de surveillance continue fondés sur la science** qui peuvent fournir des données fiables sur le statut et les tendances des espèces, des habitats et des écosystèmes.

Le succès de ces initiatives menées en RDC offre un cadre reproductible pour les efforts de conservation mondiaux, soulignant la résilience, l'adaptabilité et la nécessité d'un engagement à long terme dans la protection de la faune.

! Le succès de ces initiatives menées en RDC offre un cadre reproductible pour les efforts de conservation mondiaux, soulignant la résilience, l'adaptabilité et la nécessité d'un engagement à long terme dans la protection de la faune.!



L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE DE L'UICN : INTENSIFICATION DES MESURES DE CONSERVATION POUR LES ESPÈCES MENACÉES

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a pour vision « un monde juste qui valorise et conserve la nature ». Sa mission consiste à « influencer, encourager et aider les sociétés du monde entier à conserver l'intégrité et la diversité de la nature et à s'assurer que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable ».

Photo : © IGH



En tant qu'autorité mondiale sur la conservation de la biodiversité, l'UICN fonctionne grâce à un vaste réseau de plus de 10 000 experts en conservation des espèces qui guident l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie. Grâce à SOS, « Save Our Species » (Sauvons nos espèces), l'UICN appuie les mesures de conservation fondées sur des preuves, renforce les organisations de la société civile et aide à mettre en œuvre les politiques en matière de biodiversité qui bénéficient aux espèces, aux écosystèmes et à la population.

L'Afrique abrite certaines des espèces les plus emblématiques au monde, qui sont pourtant de plus en plus menacées, en particulier les grands carnivores comme le lion, le guépard, le léopard, le lycaon et le loup d'Éthiopie. Ces espèces sont confrontées à des menaces accrues en raison de la perte de leur habitat, du braconnage, des conflits homme-faune ainsi que du commerce illicite d'espèces sauvages. Afin de relever ces défis, l'initiative SOS African Wildlife de l'UICN a été lancée sous forme de partenariat entre l'Union européenne et l'UICN. L'initiative poursuit deux grands objectifs : renforcer les organisations de la société civile qui œuvrent à protéger la biodiversité, les espèces et les habitats et montrer l'impact des mesures de conservation sur les espèces menacées et les écosystèmes, en axant ses efforts sur les grands carnivores.

L'initiative s'articule autour de trois grands axes.

- **La conservation des espèces**, qui comprend la surveillance continue et la protection des populations d'espèces sauvages, tout en créant des conditions propices à la récupération des espèces et à la recolonisation de leur habitat indigène.
- **La protection de l'habitat**, qui améliore la gestion des aires protégées, restaure les écosystèmes dégradés et lutte contre des menaces comme le surpâturage et les espèces envahissantes.
- **L'engagement communautaire**, qui garantit la participation des communautés locales aux mesures de conservation. Si le soutien des communautés qui adoptent d'autres moyens d'existence comme l'apiculture, l'agroforesterie et l'écotourisme réduit leur dépendance aux ressources naturelles, la promotion de mesures de coexistence permet de subvenir aux besoins de ceux qui vivent à proximité de la faune.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'initiative finance des mesures de conservation qui résolvent les conflits homme-faune par le biais d'interventions communautaires, de campagnes de sensibilisation et de plans d'indemnisation. Elle lutte également contre le braconnage et le commerce illicite d'espèces sauvages via des patrouilles anti-braconnage, le retrait des pièges et des unités de détection K9. Par ailleurs, l'initiative favorise la restauration de l'habitat par le biais du boisement, de la gestion des feux de forêt et de la planification de pâturages durables tout en renforçant l'application de la loi et la défense des politiques en vue d'améliorer la protection des espèces. Reconnaisant l'importance de la participation locale, elle mobilise activement les communautés grâce à des programmes de renforcement des compétences, des possibilités d'emploi dans la conservation et des initiatives d'éducation.

Depuis son lancement, l'initiative a octroyé des fonds par le biais de trois appels à propositions (2017, 2019 et 2021), en offrant deux types de subventions. Les subventions pour les espèces menacées soutiennent des projets à long terme en mettant en œuvre une approche programmatique pour lutter contre les menaces de conservation critiques, le financement allant de 25 000 € à 450 000 € par subvention. Les subventions d'action rapide, quant à elles, accordent des fonds pour une réponse d'urgence à court terme allant de 25 000 € à 100 000 € par subvention. Ces subventions ont joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de mesures de conservation en Afrique subsaharienne.

L'initiative SOS African Wildlife de l'UICN a octroyé 91 subventions pour un total de 10,8 millions d'euros versés à 91 organisations de la société civile, 70 % des bénéficiaires étant des organisations nationales. Cela a eu pour conséquence :

- Environ **40 millions d'hectares** d'habitats fauniques clés ont été placés sous gestion améliorée.
- **37 plans d'action** ont été élaborés ou améliorés pour une meilleure protection des espèces.
- En outre, **30 projets** ont atténué des conflits homme-faune, favorisant la coexistence entre la faune et les communautés.
- Des efforts de renforcement des compétences ont permis de former **44 510 personnes** par le biais d'ateliers et d'événements politiques, **665 665 personnes** ayant bénéficié d'un emploi direct et d'activités offrant des moyens d'existence.
- **85 % des bénéficiaires** ont signalé une amélioration des compétences organisationnelles, ce qui renforce les efforts de conservation dans toute l'Afrique.

Cette initiative a également permis d'amplifier la sensibilisation du grand public à la conservation, avec la publication de plus de **1 200 histoires de conservation** sur diverses plateformes.

\\ L'initiative SOS African Wildlife de l'UICN renforce la société civile, protège les espèces menacées et les habitats, et rend les communautés autonomes en plaçant 40 millions d'hectares sous gestion améliorée et atteignant plus de 665 000 personnes par le biais de moyens d'existence basés sur la conservation.!

CAP SUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

La République démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays qui présentent la biodiversité la plus riche en Afrique, comprenant de vastes forêts tropicales, des savanes, des zones humides et des régions montagneuses. Composante centrale du bassin du Congo – la plus grande forêt tropicale au monde –, la RDC joue un rôle vital dans la conservation de la biodiversité mondiale et de la stabilité du climat. Le pays abrite plus de 400 espèces de mammifères, plus de 1 100 espèces d'oiseaux, autour de 200 espèces d'amphibiens ainsi que de nombreux animaux et plantes endémiques, en particulier dans la région du Rift Albertin. Les espèces emblématiques hautement menacées comme le gorille oriental, le bonobo, l'éléphant des forêts, l'okapi et le perroquet gris d'Afrique renforcent l'importance accordée par la nation à la conservation mondiale.

Photo : © IGH



Malgré cette richesse écologique, la RDC fait face à de nombreux défis en matière de conservation. La déforestation due à l'agriculture, à l'exploitation forestière illicite et à la production de charbon continue d'éroder les habitats fauniques. Le braconnage et le trafic d'espèces sauvages, couplés à l'extraction extensive de ressources comme le coltan et l'or, posent des menaces supplémentaires. L'insécurité et un conflit armé dans les provinces de l'Est compliquent encore les efforts de conservation, limitant souvent l'accès aux régions critiques.

Des contraintes institutionnelles et financières affaiblissent souvent l'application des législations relatives à la conservation et des limites des aires protégées. Néanmoins, la RDC a réalisé des progrès considérables en matière de protection de la biodiversité. Le pays a désigné plus de 70 aires protégées, qui couvrent environ 13 % de ses terres émergées. Les parcs de premier plan comme les parcs nationaux des Virunga et de Salonga – tous les deux sites du patrimoine mondial de l'UNESCO – de Garamba, de Kahuzi-Biéga et d'Upemba forment la colonne vertébrale des efforts de conservation nationaux. La conservation communautaire s'étend également, avec l'implication croissante des peuples autochtones et des communautés locales dans la protection de l'habitat, la surveillance continue de la faune et la gestion durable des ressources.

L'initiative SOS African Wildlife de l'UICN a joué un rôle crucial dans l'appui aux efforts de conservation menés en RDC. À ce jour, l'initiative a octroyé **809 715 €** sous forme de six subventions à des organisations de la société civile opérant dans le pays. Ces investissements ont donné les résultats suivants :

1. L'amélioration de la gestion de **3 885 300 hectares** d'habitat faunique essentiel.
2. Des bénéfices directs pour **9 962 personnes** engagées dans la conservation et des activités centrées sur les moyens d'existence.
3. La protection d'espèces phares comme le gorille de Grauer, le chimpanzé oriental, l'okapi, l'éléphant des forêts et le gorille de montagne.



Plus de
400
espèces de
mammifères



Plus de
1 100
espèces
d'oiseaux



Autour de
200
espèces
d'amphibiens



L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE SUR LE TERRAIN : MESURES MISES EN PLACE EN RDC

3.1 Conservation des gorilles et des chimpanzés dans la réserve naturelle d'Itombwe (2021-2022)

Partenaire de mise en œuvre	<i>Itombwe Génération pour l'Humanité (IGH)</i>
Espèce cible	<ul style="list-style-type: none">▪ Gorille de Grauer (<i>Gorilla beringei graueri</i>) En danger critique▪ Chimpanzé oriental (<i>Pan troglodytes schweinfurthii</i>) En danger
Localisation du projet	Réserve naturelle d'Itombwe

PROBLÈME

Pendant la pandémie de COVID-19, la réserve naturelle d'Itombwe située dans l'est de la République démocratique du Congo a été confrontée à une recrudescence des défis en matière de conservation, qui ont affecté en particulier le gorille de Grauer et le chimpanzé oriental.

La crise économique due à la pandémie a eu une incidence grave sur les communautés locales, dont nombre d'entre elles dépendent fortement des ressources naturelles pour leur survie. Avec la perte généralisée de revenus et l'accès limité à des moyens d'existence de substitution, le braconnage et les activités illicites au sein de la réserve ont enregistré une hausse notable. Ces pressions ont été aggravées par la pénurie de forces de l'ordre et de personnel chargé de la conservation, car les restrictions de déplacement et les limitations de financement ont entravé la capacité opérationnelle au plus fort de la pandémie. Par conséquent, le gorille de Grauer et le chimpanzé oriental – espèces déjà inscrites dans la catégorie en danger et vulnérable, respectivement – ont tous les deux fait face à une intensification des menaces. Les gorilles de Grauer, avec leur aire de répartition limitée et leur population déjà en déclin, sont particulièrement sensibles même aux petites augmentations du braconnage et de la perte d'habitat. Des rapports émanant du terrain ont indiqué non seulement

une augmentation des pièges et de l'activité de chasse, mais également une intensification du déboisement à des fins d'agriculture de subsistance et de production de charbon.

Ces formes de dégradation de l'habitat ont conduit à une fragmentation des territoires critiques des primates, ont perturbé la cohésion du groupe et réduit l'accès aux sources de nourriture. Pour les chimpanzés orientaux, ces pressions menacent la stabilité sociale, réduisent le succès de reproduction et accroissent le risque de conflits homme-faune.

APPROCHE

Le projet a mis en œuvre plusieurs stratégies, y compris le recrutement et la formation de 24 écogardes communautaires afin d'accroître la capacité des patrouilles. Il a également formé dix patrouilles mixtes qui ont associé des écogardes communautaires et des agents de conservation officiels. Des patrouilles anti-braconnage ont été effectuées quotidiennement à l'aide de la technologie Spatial Monitoring and Reporting Tool (SMART) et une surveillance écologique des grands singes a été menée en recherchant les signes indirects comme les nids, les empreintes et d'autres indicateurs. L'engagement communautaire a également été décrété prioritaire pour favoriser l'appropriation locale des efforts de conservation par le recrutement et la formation des gardes forestiers communautaires aux patrouilles et à la surveillance continue de la faune.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

La conservation menée par la communauté a été obtenue en impliquant activement les communautés locales dans les efforts de conservation. En effet, 24 gardes forestiers communautaires ont été recrutés et formés à la surveillance continue de la faune et aux patrouilles, ce qui a éveillé un sens aigu de l'appropriation et de la responsabilité. Cette approche a mené à l'amélioration de la collaboration et au renforcement de la motivation parmi les membres de la communauté. Des patrouilles ont couvert plus de 4 318 km² – surpassant les objectifs prévus –, avec pour effet le retrait de 1 218 pièges et le démantèlement de 63 camps de chasse, ce qui a réduit considérablement les menaces pesant sur les espèces clés. Une surveillance régulière des groupes de grands singes a permis l'identification des sous-populations et contribué à stabiliser leur nombre pendant la durée du projet. Le recrutement de membres de la communauté en tant qu'écogardes a amélioré leurs moyens d'existence, les témoignages soulignant les impacts positifs sur le bien-être des ménages. Par ailleurs, des programmes de formation et de renforcement des capacités ont accru les compétences des écogardes et approfondi leur engagement envers le travail de conservation.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Les principaux facteurs de réussite sont les suivants :

- La collaboration avec les communautés locales et leur implication active ;
- L'utilisation efficace de la technologie SMART pour la planification des patrouilles et la surveillance continue ;

- L'intégration des écogardes communautaires dans les efforts de conservation, améliorant la motivation et la couverture ;
- Une communication claire et de la transparence à propos des objectifs du projet.

3.2 Résilience socio-économique et protection du gorille de Grauer dans les forêts communautaires dans la partie nord du parc Kahuzi-Biega (2021-2022)

Partenaire de mise en œuvre	Forêt pour le Développement Intégral (FODI)
Espèce cible	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gorille de Grauer (<i>Gorilla beringei graueri</i>) En danger critique ▪ Chimpanzé (<i>Pan troglodytes</i>) En danger <p>Le projet a directement affecté 46 gorilles, soit environ 0,67 % de la population mondiale de gorilles de Grauer, estimée à 6 800 individus, d'après une publication récente de la Wildlife Conservation Society (WCS)¹</p>
Localisation du projet	Partie nord du parc national de Kahuzi-Biega (PNKB) et des concessions forestières communautaires adjacentes au PNKB

PROBLÈME

Le gorille de Grauer subit des menaces considérables, notamment la destruction de son habitat due à l'agriculture sur brûlis, le braconnage par la chasse directe avec des armes à feu à calibre 12 et l'utilisation de pièges ainsi que le risque de transmission de maladies, en particulier de COVID-19. Plusieurs cas de COVID-19 ont déjà été identifiés dans les communautés situées aux alentours des habitats des gorilles, ce qui soulève des inquiétudes quant à la transmission entre espèces. Ces menaces, associées à la dégradation continue de l'habitat, réduisent de manière significative l'espace vital disponible pour les gorilles de Grauer, les poussant encore plus vers l'extinction. En outre, les communautés locales de la région sont confrontées à une raréfaction des moyens d'existence qui s'offrent à elles, aggravée par les impacts socio-économiques de conflits prolongés qui ont décimé l'élevage. Cette situation accroît la pression tant sur les gorilles que sur la population humaine aux alentours. En effet, les personnes se tournent vers des pratiques non durables comme le braconnage et l'empiètement de l'habitat pour survivre.

APPROCHE

Le projet a mis en œuvre une approche complète de lutte contre les défis observés. Parmi les efforts de conservation, citons l'amélioration de la surveillance écologique et l'intensification des patrouilles par le service de surveillance forestière afin d'endiguer le braconnage et d'empêcher l'empiètement de l'habitat. Les activités de surveillance continue menées dans les habitats des gorilles ont été intensifiées, ce qui a entraîné une

¹ (<https://doi.org/10.1002/ajp.23288>).

baisse de la présence humaine dans ces régions. Afin d'atténuer les risques de maladie, le projet a distribué des équipements de protection individuelle et mené des campagnes d'éducation communautaire autour de la prévention de la COVID-19.

Pour soutenir les moyens d'existence, on a introduit de la cuniculture comme source de revenus de substitution, au profit de 130 ménages, dont 38 ont à leur tête une femme. Un centre d'élevage cunicole a également été établi pour assurer la continuation durable de cette initiative au-delà de la durée du projet. Des initiatives de renforcement des compétences ont formé les membres de la communauté aux pratiques agricoles durables et à la surveillance continue de la faune. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation ont été menées pour encourager la conservation et la durabilité, y compris par l'utilisation d'affiches éducatives sur la COVID-19 et de vidéos documentaires qui mettent en avant l'impact du projet.



Photo : © FODI

PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'estimation de la population des gorilles dans la région ciblée a augmenté passant de 24 à 46 individus, soit 0,67 % de la population mondiale. La surveillance continue de l'habitat s'est étendue, passant de 45-50 % à plus de 75 % des régions critiques dans les concessions forestières communautaires. Des emplois directs ont été créés pour 33 personnes, ce qui stimule la résilience économique locale et la baisse du chômage dans les concessions forestières communautaires. La cuniculture a amélioré la sécurité alimentaire et les revenus des ménages, et les comportements communautaires ont évolué positivement vis-à-vis de la prévention de la COVID-19 et de la sensibilisation à la conservation.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Les principaux facteurs de réussite sont les suivants :

- L'engagement communautaire, le soutien intégré de moyens d'existence, les partenariats collaboratifs avec d'autres organisations sur le terrain ont contribué à faciliter la mise en œuvre des activités de projet et des efforts de conservation ciblés.
- La participation active des communautés locales aux efforts de conservation par le biais de la formation à la cuniculture et la construction d'un centre de formation à l'élevage cunicole a favorisé l'appropriation et la responsabilité.
- Fournir des sources de revenus de substitution a allégé la pression sur les ressources naturelles.
- Le soutien d'organisations comme l'UICN a renforcé la capacité technique et la visibilité du partenaire de mise en œuvre, ce qui a attiré de nouveaux partenaires comme Rainforest Trust et le Comité néerlandais de l'UICN.
- La surveillance écologique ciblée et la protection de l'habitat ont bénéficié directement aux populations d'espèces.

3.3 Réhabilitation et renforcement des postes de patrouille stratégiques dans la Réserve de faune à okapis (2020-2021)

Partenaire de mise en œuvre	Wildlife Conservation Society
Espèce cible	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Okapi (<i>Okapia johnstonii</i>) En danger ▪ Éléphant des forêts (<i>Loxodonta cyclotis</i>) En danger critique ▪ Pour d'autres espèces, la conservation est préoccupante en raison de niveaux élevés d'endémisme, notamment la genette géante, la genette aquatique, la musaraigne du Congo et <i>Crocidura polia</i>. La Réserve de faune à okapis affiche des niveaux élevés d'endémisme, avec 16 espèces considérées comme soit strictement endémiques soit quasi endémiques. Dix espèces supplémentaires sont considérées comme quasi endémiques, notamment le cercopithèque à tête de hibou, le cercopithèque de l'Hoest, <i>Niumbaha superba</i>, <i>Glauconycteris alboguttata</i>, <i>Praomys misonnei</i> et <i>Congomys verschureni</i>.
Localisation du projet	Réserve de faune à okapis

PROBLÈME

Des attaques contre des postes de patrouille éloignés au sein de la Réserve de faune à okapis, probablement menées par des groupes de milice armée ou des braconniers, ont considérablement entravé les opérations. En avril 2020, une attaque particulièrement dévastatrice a nécessité des mesures urgentes pour restaurer les activités des

patrouilles et assurer la continuité des opérations. Ces défis ont été aggravés par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondial, qui ont eu une incidence sur la disponibilité d'équipements essentiels, comme les tenues de protection, les pièces automobiles et les outils de communication nécessaires aux patrouilles. Les achats locaux ont également été entravés en raison de restrictions de mouvement et de retards liés à la COVID-19. Du fait des perturbations ainsi que des pénuries de main-d'œuvre et de la pression accrue sur les ressources au sein de la réserve, le maintien des efforts de conservation efficaces s'est avéré encore plus difficile pendant la pandémie.

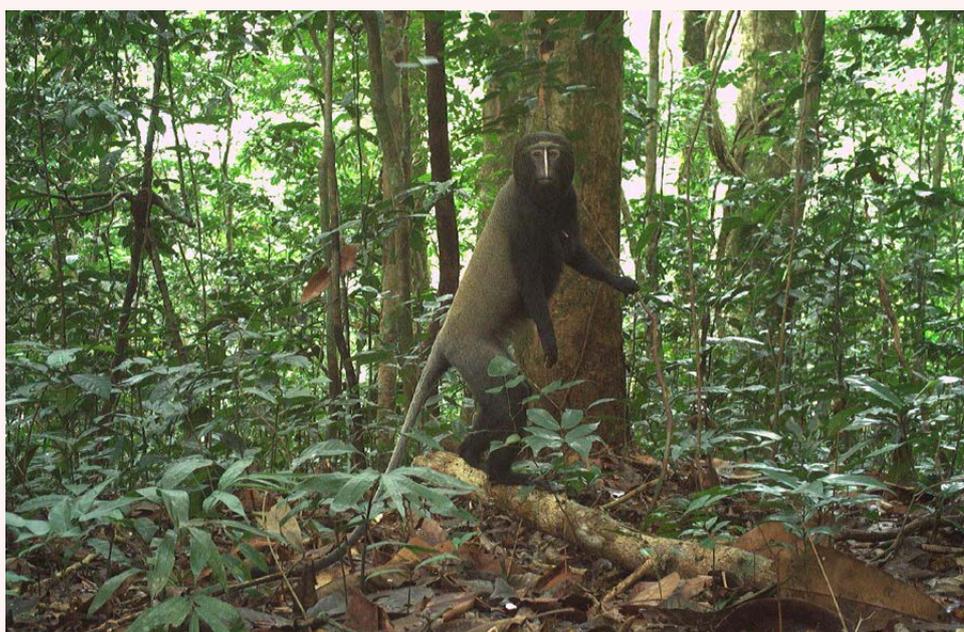


Photo : © IGH

APPROCHE

Le projet était axé sur la réhabilitation des principaux postes de patrouille (Zunguluka et Adusa) dans la Réserve de faune à okapis. Parmi les activités clés, mentionnons la construction de nouveaux bâtiments et l'installation de l'éclairage dans le poste de patrouille de Zunguluka, ainsi que la restauration des itinéraires de logistique opérationnelle et de ravitaillement vers les postes de Zunguluka et d'Adusa à l'aide de mobylettes. Par ailleurs, le projet s'est efforcé de faire avancer le processus judiciaire pour ceux impliqués dans l'attaque d'avril en maintenant une communication régulière avec le procureur provincial d'Ituri pour assurer un suivi cohérent sur ce dossier. Le projet a également facilité l'engagement régulier auprès de la communauté de Bandise, avec la tenue de réunions officielles au moins une fois par mois et de réunions officielles trois fois pendant la durée du projet en 2021 à mesure que les restrictions liées à la COVID-19 étaient levées. Enfin, des travaux de clôture périmétrique de la forêt ont été réalisés pour renforcer la protection de la réserve.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'achèvement d'un nouveau bureau-magasin intégré et d'un poste de contrôle des douanes au poste de patrouille de Zunguluka, ainsi que l'installation de l'éclairage dans l'hébergement auparavant vandalisé,

ont marqué une étape essentielle dans l'amélioration des capacités opérationnelles en matière de conservation des espèces dans la Réserve de faune à okapis. La restauration des flux de convois logistiques vers les postes de patrouille de Zunguluka et d'Adusa à l'aide de mobylettes a assuré la continuité de la livraison de ressources essentielles pour les opérations de terrain. La tenue de réunions officieuses régulières avec la communauté de Bandisende et de réunions officielles à mesure que les restrictions liées à la COVID-19 étaient levées a contribué à favoriser la collaboration et l'appui aux efforts de conservation. La sécurité des zones situées aux environs des postes de Zunguluka et d'Adusa a été considérablement renforcée. Cela a permis de mener avec succès des opérations qui ont abouti à la saisie d'or provenant de l'extraction illicite, ce qui constitue une menace majeure pour la biodiversité de la réserve. Le succès opérationnel de ces postes de patrouille a non seulement protégé les ressources de la réserve, mais a également joué un rôle clé dans la sauvegarde des habitats des espèces en danger comme l'okapi et le gorille de Grauer contre les activités illicites.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

- Le financement d'urgence accordé par Save Our Species de l'UICN a été décisif pour restaurer les opérations critiques du parc, ce qui a permis la réhabilitation de postes de patrouille pendant une période d'incertitude mondiale.
- L'emplacement stratégique des postes réhabilités a permis de mener des opérations avec efficacité contre les activités illicites, qui ont donné lieu à des saisies significatives d'or provenant de l'extraction illicite dans la Réserve de faune à okapis.
- Le succès du projet était également dû à l'exploitation des compétences locales, avec à la clé la création d'emplois par des travaux de construction et le maintien d'une communication régulière avec les communautés locales, ce qui a favorisé l'appui aux efforts de conservation.

3.4 Appui au maintien des capacités locales de surveillance continue et de protection des populations de gorilles de montagne du parc national des Virunga (RDC) pendant la pandémie de COVID-19 (2020-2021)

Partenaire de mise en œuvre	Virunga Foundation
Espèce cible	Gorilles de montagne (<i>Gorilla beringei beringei</i>) En danger En particulier, la population située dans la partie congolaise du secteur des Virunga, soit environ 25 % de la population mondiale de gorilles de montagne. La zone du projet abrite une population estimée à entre 330 et 350 individus.
Localisation du projet	Parc national des Virunga

PROBLÈME

La suspension des activités de tourisme dans le parc national des Virunga, causée par les confinements liés à la COVID-19, a eu un impact sévère sur les opérations du parc. Le tourisme étant une source essentielle de revenus, la fermeture a entraîné des difficultés de trésorerie considérables, qui à leur tour ont menacé de réduire les capacités opérationnelles du parc et la possibilité de maintenir les efforts de visibilité et d'application des lois. Cette pression financière a eu une incidence sur la capacité du parc à effectuer des patrouilles, à verser le salaire du personnel et à financer les activités de conservation essentielles.

Le secteur des gorilles du parc national des Virunga, qui abrite le gorille de montagne en danger, subit toutes sortes de pressions persistantes, notamment la conversion potentielle d'habitats forestiers critiques en champs agricoles, comme les communautés locales dépendent fortement de la terre pour l'agriculture. Par ailleurs, l'exploitation des forêts pour la production de charbon de bois s'intensifie, ce qui contribue encore à la perte et à la fragmentation de l'habitat. Le braconnage demeure une préoccupation majeure, causée par la chasse et le trafic illicites, ce qui fait peser une menace directe sur les populations de gorilles et les autres espèces sauvages du parc.

APPROCHE

Le projet a adopté une approche complète du maintien des efforts essentiels en matière de lutte contre le braconnage et de surveillance continue, assurant la continuité des activités de conservation même pendant les circonstances difficiles de la pandémie de COVID-19. Un élément clé de cette approche a été la poursuite de l'opération des cinq postes de patrouille autour du secteur de Mikenko (Jomba, Bikenge, Bukima, Gatovu, Gikeri), avec 105 gardes forestiers déployés dans le secteur sud. Le projet a mis en avant le renforcement des compétences locales par le maintien des efforts de surveillance continue des gorilles grâce à l'implication des pisteurs et gardes forestiers locaux. Il comprend également des patrouilles ciblées de détection et de retrait des pièges dans 94 % du secteur des gorilles, ainsi que des efforts d'information des communautés, notamment des braconniers et des villageois, à l'importance de la conservation des gorilles. De plus, l'approche a intégré le bien-être humain à la protection environnementale en aidant les communautés locales par l'amélioration de l'accès aux ressources essentielles, comme l'eau, grâce à la construction de deux réservoirs et d'un point d'eau à Bukima.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'intégrité de l'habitat des gorilles a été maintenue sans conversion de l'habitat pour la culture ou la production de charbon. Les capacités locales de surveillance continue des gorilles ont été conservées. Les patrouilles ont parcouru en moyenne 2 395 km par mois pendant le projet, ce qui est supérieur à la moyenne de 2 111 km par mois enregistrée avant la fermeture. Les observations de gorilles sont restées constantes, avec une moyenne de 420 observations par mois entre juin et octobre 2020, similaire aux 398 observations par mois enregistrées entre janvier et mai 2020. Au total, les patrouilles de détection et de retrait des pièges ont découvert et retiré 1 275 pièges. La population de gorilles de montagne

accoutumés a augmenté de huit individus (de 151 à 159) entre juin et octobre 2020, un taux de croissance plus rapide que l'année précédente. On a amélioré l'accès à l'eau pour 7 000 habitants de Bukima, ce qui a réduit la distance à parcourir pour collecter l'eau : auparavant de 7,5 km, elle correspond désormais à la distance depuis le poste de patrouille de l'Institut congolais pour la conservation de la nature. Par ailleurs, 60 pisteurs ont conservé leur emploi.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

- Implication à long terme de la Virunga Foundation dans la région, avec plus de 99 % du personnel originaire de l'est du Congo, y compris des communautés environnantes
- Maintien des patrouilles et des capacités locales de surveillance continue
- L'intervention directe et les efforts de retrait des pièges, y compris l'engagement communautaire et la sensibilisation, ont été des facteurs de réussite clés

3.5 Permanence des gardes de bonobos et des patrouilles de gardes forestiers dans le camp d'expédition de la réserve faunique de Lomako Yokokala et autour de celui-ci (2021-2022)

Partenaire de mise en œuvre	Société royale de zoologie d'Anvers
Espèce cible	Bonobo (<i>Pan paniscus</i>) En danger
Localisation du projet	Réserve faunique de Lomako Yokokala

PROBLÈME

La réserve faunique de Lomako Yokokala en République démocratique du Congo (RDC) est renommée pour sa population importante de bonobos, endémique au pays. La population mondiale estimée est comprise entre 15 000 et 20 000 individus. La réserve faunique de Lomako Yokokala abriterait environ 1 000 bonobos, soit 5-7 % de la population mondiale. Le projet porte sur la communauté de bonobos de « Tolende », qui compte 29 bonobos identifiés individuellement. Un projet d'écotourisme spécialisé a été mis au point pour mettre en valeur ces primates en danger. Toutefois, la pandémie de COVID-19 a gravement perturbé ces projets, avec pour conséquence l'annulation de toutes les visites touristiques programmées en 2020. Cela a non seulement retardé le retour sur investissement prévu, mais a également aggravé les difficultés financières de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), qui a eu du mal à maintenir la présence essentielle des gardes forestiers dans la réserve. Par conséquent, la protection des bonobos et de leur habitat a été mise en danger. En réponse, la Société royale de zoologie d'Anvers (KMDA), grâce à son Antwerp Zoo Foundation, a

collaboré avec l'ICCN pour assurer le financement qui garantirait la présence continue des gardes de bonobos et le maintien de patrouilles minimales. Par ailleurs, des mesures ont été nécessaires pour empêcher la transmission de maladies de l'homme aux bonobos, qui représente une menace supplémentaire pour la survie de l'espèce.

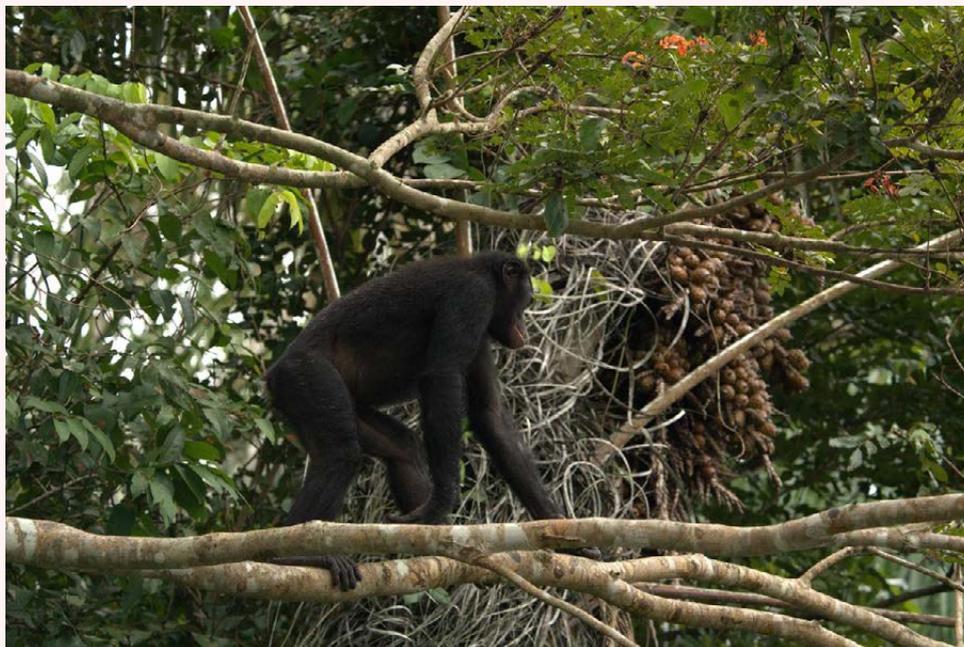


Photo : © Jabruson/Arcus

APPROCHE

Afin de relever les défis posés par la pandémie et les contraintes financières, le projet a mis en œuvre une approche en trois volets. Premièrement, elle a fourni un soutien d'urgence aux patrouilles de gardes forestiers en offrant une aide logistique pour garantir la cohérence des efforts anti-braconnage. Cela a été essentiel pour maintenir la sécurité de la réserve, en particulier pendant la période de vulnérabilité accrue causée par la COVID-19. Deuxièmement, le projet s'est attaché à garantir un soutien continu aux gardes de bonobos, en assurant la présence permanente d'un personnel dévoué à la surveillance de la communauté de bonobos accoutumés. Ce soutien était essentiel pour le bien-être et la sécurité des bonobos comme des gardes. Troisièmement, le projet a adopté des mesures proactives pour empêcher la transmission des maladies en mettant en œuvre des protocoles de suivi médical élémentaire. Ces mesures ont réduit le risque de transmission de maladies entre l'homme et les bonobos, ce qui sauvegarde la santé des deux espèces et contribue au succès global des efforts de conservation.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le projet a obtenu plusieurs résultats clés qui soulignent son efficacité pour relever les défis liés à la conservation du bonobo pendant la pandémie. Les patrouilles régulières de gardes forestiers et les activités des gardes de bonobos sont restées ininterrompues, garantissant la sécurité des bonobos et des espèces sauvages de la réserve faunique de Lomako Yokokala. Par conséquent, la communauté des bonobos de Tolende a maintenu une population stable de 29 individus identifiés

tout au long du projet, une réussite significative compte tenu des défis posés par la pandémie. Par ailleurs, le projet est parvenu à atténuer les menaces accrues découlant de la pandémie, ce qui a évité une recrudescence du braconnage et de l’empiètement de l’habitat. La collaboration avec les communautés locales et l’ICCN a été renforcée, avec à la clé une meilleure coordination de l’effort de conservation. Qui plus est, le projet a amélioré la visibilité et la crédibilité de l’Antwerp Zoo Foundation en tant qu’acteur majeur de la conservation des bonobos, ce qui a permis d’obtenir un financement supplémentaire de la part de la province d’Anvers.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite du projet.

- La collaboration étroite en a été une pierre angulaire, des partenariats efficaces entre l’Antwerp Zoo Foundation, l’ICCN et les communautés locales ayant joué un rôle central.
- Le soutien ciblé a été un autre facteur clé de réussite. En effet, l’apport de ressources essentielles comme de la nourriture, du matériel et les salaires versés aux gardes forestiers et aux gardes des bonobos, a assuré en permanence leur efficacité.
- La gestion adaptative a également été cruciale, ce qui a permis d’ajuster les stratégies en fonction de la surveillance continue et des données du terrain, comme l’ajustement des itinéraires des patrouilles.
- L’engagement communautaire a été vital, reconnaissant et appuyant le rôle des communautés locales en tant que parties prenantes clés dans la conservation des bonobos.
- La réponse rapide du projet au besoin urgent de soutien financier créé par la pandémie de COVID-19 a été déterminante dans le maintien des efforts de conservation pendant une période critique.

3.6 Appui à la survie à long terme de l’okapi dans l’est de la RDC par le biais d’approches locales coordonnées et durables de la conservation (2021–2024)

Partenaire de mise en œuvre	Fauna & Flora International
Espèce cible	Okapi (<i>Okapia johnstoni</i>) En danger
Localisation du projet	Parc national de Maiko

PROBLÈME

La survie à long terme de l’okapi dans l’est de la RDC est menacée par plusieurs facteurs critiques. L’inadéquation de la couverture de l’application de la loi dans les réserves communautaires et le parc

national de Maiko laisse ces régions vulnérables face aux activités illicites. Le braconnage, indiqué par la présence de pièges et de cartouches de fusil, l'exploitation minière illicite et la présence de groupes armés exacerbent encore plus ces menaces. De plus, les données complètes sur la distribution, l'abondance de l'okapi et les menaces pesant sur lui, font défaut, en particulier dans le sud du parc national de Maiko et à l'ouest de celui-ci. Les connaissances et le soutien communautaire limités envers la conservation de l'okapi entravent également l'efficacité des efforts de conservation.

APPROCHE

Afin de relever ces défis, le projet a adopté une approche à plusieurs facettes. L'application de la loi a été améliorée par le renforcement des équipes de patrouille grâce à des équipements comme le GPS, les smartphones pour la collecte des données, les compas et les batteries externes, et par la formation visant à accroître la protection dans le parc national de Maiko et les forêts communautaires. La biosurveillance a impliqué systématiquement de placer des pièges photographiques pour surveiller les populations d'okapis et informer les stratégies de gestion adaptative. Le partage des connaissances a été facilité par des visites d'échange entre le parc national de Maiko, les gardes forestiers communautaires et la Réserve de faune à okapis afin de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés. L'engagement communautaire comprenait des programmes d'information pour sensibiliser à la conservation de l'okapi et obtenir un appui en la matière. Des enquêtes et des évaluations ont été réalisées pour estimer la relative abondance des okapis, leur occupation et les menaces pesant sur eux dans le parc national de Maiko, dans les réserves communautaires et dans les régions accessibles à l'ouest du parc national de Maiko.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le projet a obtenu plusieurs résultats principaux. La couverture et l'efficacité de l'application de la loi se sont améliorées dans les réserves communautaires et le parc national de Maiko, avec l'organisation de patrouilles régulières. Toute la durée du projet, 185 patrouilles du parc national de Maiko ont été déployées, couvrant 1 659 km² et parcourant 21 161 km. Les patrouilles communautaires ont couvert 1 275 km² et parcouru 19 305 km. On a instauré une surveillance continue à l'aide de pièges photographiques dans les forêts communautaires, ce qui a fourni des données de référence pour les comparaisons à venir. Des visites d'échange, qui visaient à partager des expériences sur la surveillance continue de la faune et l'engagement communautaire, et même des données, ont facilité le partage de connaissances entre les réserves communautaires, le parc national de Maiko et la Réserve de faune à okapis. La sensibilisation à la conservation des okapis et le soutien communautaire en ce sens ont augmenté grâce à des programmes d'information, qui ont concerné 2 285 personnes. Le projet a évalué l'abondance relative des okapis, leur occupation et les menaces pesant sur eux, en identifiant les régions prioritaires où mener des actions de conservation. Ces études ont enregistré 34 espèces de mammifères, notamment l'okapi (*Okapia johnstoni*), le gorille de Grauer (*Gorilla beringei graueri*), l'éléphant des forêts (*Loxodonta africana cyclotis*), le chimpanzé (*Pan troglodytes*), le léopard (*Panthera pardus*) et le colobe

rouge de Lang (*Piliocolobus langi*). Les équipes de conservation ont observé plus de 1 020 traces d'okapi, retiré 195 pièges et 115 cartouches de fusil, démantelé 146 camps illicites sur 370 camps détectés et fermé 82 mines avec plus de 1 114 puits.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite du projet.

- La gestion adaptative des plans de patrouille basée sur l'analyse des données a été cruciale : les données de la patrouille ont été analysées et discutées pendant les réunions de débriefing et de planification.
- L'implication de la communauté dans les efforts de pièges photographiques et de biosurveillance a été essentielle.
- La collaboration avec des partenaires locaux, y compris l'ICCN, la direction des forêts communautaires et l'Université de Kisangani, a été vitale.
- L'intégration de diverses stratégies de conservation, notamment l'application de la loi, la biosurveillance, l'engagement communautaire et le partage des connaissances, a garanti l'exhaustivité de l'approche suivie en matière de conservation des okapis.



ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES MESURES DE CONSERVATION PRISES EN RDC

4.1 L'appropriation par la communauté des efforts de conservation est essentielle pour leur réussite

L'un des enseignements les plus importants tirés des efforts de conservation menés en RDC est que l'appropriation par la communauté des efforts de conservation joue un rôle vital dans leur réussite. Les projets qui impliquent activement les communautés locales, comme le recrutement d'écogardes des villages, éveillent un sens aigu de la responsabilité et assurent le renforcement de l'efficacité des patrouilles et de la protection de l'habitat. Dans la réserve naturelle d'Itombwe, cet engagement local a aidé les équipes de patrouille à dépasser leurs objectifs, ce qui a conduit au retrait de plus de 1 218 pièges et au démantèlement de 63 camps de chasse illicites. Comme Etaka Lwikecha, un écogarde communautaire, a expliqué : « Depuis que j'ai rejoint ce projet comme écogarde, j'ai commencé à gagner un revenu qui m'a permis de pourvoir aux besoins de ma famille, notamment pour la nourriture et l'éducation de mes enfants. » Ses paroles soulignent en quoi l'engagement communautaire n'est pas juste une stratégie, mais une opportunité bouleversante qui participe au succès de la conservation et à la résilience sociale.

Les projets qui impliquent activement les communautés locales, comme le recrutement d'écogardes des villages, favorisent un sens aigu de la responsabilité et assurent le renforcement de l'efficacité des patrouilles et de la protection de l'habitat.!

4.2 Les incitations économiques réduisent les activités illicites comme le braconnage et l'exploitation forestière

Les efforts de conservation qui intègrent des incitations économiques se sont avérés efficaces pour enrayer les activités illicites comme le braconnage et l'exploitation forestière. En offrant des moyens d'existence de substitution, ces initiatives s'attaquent aux causes profondes de l'exploitation des ressources. L'emploi de personnes locales comme écogardes non seulement offre un revenu stable, mais favorise également un engagement

plus profond envers la protection de la biodiversité. Dans les régions où l'exploitation forestière constitue une menace majeure, le manque d'options génératrices de revenus pérennes pousse souvent les communautés à exploiter les forêts pour le bois ou le charbon de bois.

L'introduction de solutions de substitution durables – comme la cuniculture, l'apiculture ou les parcelles boisées gérées par la communauté – peut alléger cette pression. Dans le parc national de Kahuzi-Biega, la cuniculture a été introduite comme une initiative offrant des moyens d'existence liés à la conservation. Un membre de la communauté locale a souligné son impact : « *L'introduction de la cuniculture a non seulement fourni un revenu de substitution, mais a également contribué à améliorer la nutrition dans nos ménages.* » Ce témoignage éclairant reflète comment la conservation et le bien-être de la communauté peuvent aller de pair.

4.3 Le maintien d'équipes stables et bien formées assure la continuité de la conservation

La stabilité et la formation des équipes de conservation se sont également avérées être cruciales pour obtenir des résultats de conservation à long terme. Grâce au maintien d'effectifs constants d'écogardes et de gardes forestiers, la surveillance continue de l'habitat et l'application de la loi ont gagné en efficacité. L'utilisation de technologie, telle que Spatial Monitoring and Reporting Tools (SMART), a encore renforcé l'efficacité du suivi et la collecte des données, améliorant ainsi la planification de la conservation. Cependant, même les équipes les mieux formées sont confrontées à des menaces de sécurité, qui continuent à poser des difficultés considérables à la conservation en RDC. Les conflits armés et les attaques sur les postes de patrouille

Photo : © Royal Zoological Society Antwerp



dans la Réserve de faune à okapis et dans le parc national de Maiko mettent en relief les dangers auxquels font face les gardes forestiers et les conservationnistes au quotidien. Ils soulignent la nécessité urgente d'accroître les effectifs de gardes forestiers, de disposer de meilleurs équipements et de renforcer la collaboration avec les forces de sécurité.

4.4 L'intégration de la conservation aux moyens d'existence et au développement renforce l'adhésion communautaire

Une approche intégrée qui associe la conservation à des moyens d'existence durables a joué un rôle décisif pour obtenir un soutien. Les projets qui répondent aux besoins socio-économiques ainsi qu'aux objectifs de conservation tendent à encourager un changement de comportement plus durable.

Dans le parc national des Virunga, par exemple, l'emploi lié à la conservation a aidé à retenir 60 pisteurs locaux malgré les difficultés économiques liées à la COVID-19. L'éducation et la sensibilisation ont également été de puissants leviers. Les événements de sensibilisation à l'initiative de la communauté – comme le théâtre participatif et les matches de football organisés dans la Réserve de faune à okapis – ont permis d'atteindre 2 285 personnes, ce qui a mis en avant les valeurs de la conservation de manière engageante.

L'impact plus large de tels programmes est également reconnu par les organisations de conservation. Un représentant de FODI a observé : « *Le projet a considérablement amélioré notre capacité à mobiliser des partenaires pour des actions de conservation. Il a également amélioré notre visibilité en tant qu'acteur clé de la société civile engagé en faveur de la protection des gorilles de Grauer.* » Ces informations témoignent de l'effet multiplicateur de la conservation à l'initiative des communautés, qui permet de renforcer les réseaux, de créer une dynamique et d'attirer un soutien plus large.

❗ Les événements de sensibilisation à l'initiative de la communauté – comme le théâtre participatif et les matches de football organisés dans la Réserve de faune à okapis – ont permis d'atteindre 2 285 personnes, ce qui a mis en avant les valeurs de la conservation de manière engageante.!



Photo : © Royal Zoological Society Antwerp

4.5 La gestion adaptative est essentielle dans la réponse apportée aux défis imprévus

Un autre enseignement critique est l'importance de la gestion adaptative pour répondre aux défis imprévus. La pandémie de COVID-19, par exemple, a fait surgir de nouvelles menaces, notamment la transmission potentielle de maladies aux grands singes et les perturbations du financement de la conservation. Les ajustements rapides, comme la distribution des équipements de protection personnelle pour les écogardes et le renforcement des mesures de prévention des maladies dans la réserve faunique de Lomako Yokokala, ont assuré la poursuite des opérations de conservation tout en sauvegardant la santé des espèces sauvages. La pandémie a également souligné la nécessité de pérennité financière dans les projets de conservation. De nombreuses initiatives ont rencontré des difficultés avec des déficits de financement, ce qui montre l'importance d'un soutien financier à long terme à apporter à la conservation et aux programmes communautaires.

RECOMMANDATIONS POUR LES FUTURS EFFORTS DE CONSERVATION DES ESPÈCES

En s'appuyant sur les succès et les défis de ces projets, plusieurs recommandations clés émergent concernant les futurs efforts de conservation des espèces en RDC.

- **Le développement de modèles de conservation communautaires** est essentiel pour remporter un succès durable en matière de conservation. Des initiatives éprouvées, comme les programmes d'écogardes, ont accru l'appropriation locale, amélioré la surveillance et réduit les activités illicites dans plusieurs réserves.

Photo : © IGH



Ces modèles doivent être reproduits de manière stratégique et adaptés à d'autres régions. L'obtention d'un financement à long terme des fonctions de conservation centrales s'avère tout aussi importante. Le soutien financier durable est essentiel pour assurer une surveillance écologique, une application et une gestion adaptative cohérentes, permettant l'organisation de patrouilles régulières, des études des espèces et la planification efficace de la conservation.

- **Le renforcement des systèmes de santé du bétail et des systèmes vétérinaires** est également vital. En effet, l'amélioration de la capacité vétérinaire renforce la surveillance et la prévention des maladies, protégeant les espèces sauvages et le bétail. À son tour, cela favorise les moyens d'existence de substitution basés sur le bétail, ce qui renforce la résilience de la communauté. En outre, **la diversification et l'élargissement des possibilités de moyens d'existence durables** – comme l'apiculture et l'agroforesterie – peuvent réduire la pression sur les ressources naturelles en fournissant des revenus de substitution viables. Ces programmes doivent se développer parallèlement à la conservation afin de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la chasse, de l'exploitation forestière et de la dégradation des sols.
- **Il faut favoriser le soutien des forces de l'ordre et des gardes forestiers** par une amélioration de la formation, un meilleur équipement et une plus grande attention au bien-être mental et à la sécurité des gardes forestiers. C'est essentiel pour contrer le commerce illicite d'espèces sauvages, le braconnage et la destruction de l'habitat.
- **Il est tout aussi crucial d'approfondir l'engagement communautaire et l'éducation à la conservation.** L'éducation environnementale, en particulier parmi les jeunes, et les campagnes de sensibilisation à l'initiative de la communauté contribuent à cultiver une éthique de la conservation et entraînent un changement comportemental positif. L'intégration de la conservation aux objectifs de développement local – comme l'amélioration de l'accès à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation – peut renforcer l'appui communautaire et faire que la conservation soit considérée comme s'inscrivant dans un effort plus large d'amélioration du bien-être.
- Finalement, le développement et l'amélioration **de la gestion des aires protégées**, y compris par des outils comme le micro-zonage, permettent une approche équilibrée qui répond aux besoins de la conservation comme à ceux de la communauté grâce à la planification informée et inclusive de l'utilisation des sols.

\\ La diversification et l'élargissement des possibilités de moyens d'existence durables – comme l'apiculture et l'agroforesterie – peuvent réduire la pression sur les ressources naturelles en fournissant des revenus de substitution viables. !/

CONCLUSION

Grâce au soutien fourni par l'initiative SOS African Wildlife de l'UICN, ces efforts de conservation menés dans toute la RDC ont démontré le pouvoir des initiatives communautaires, des incitations économiques et de la gestion adaptative pour faire face aux menaces critiques qui pèsent sur la biodiversité. Les projets menés à Itombwe, Kahuzi-Biega, Virunga et dans la Réserve de faune à okapis ont contribué à stabiliser les populations de gorilles de Grauer, de chimpanzés, d'okapis et de bonobos en alliant surveillance écologique, patrouilles anti-braconnage et programmes qui offrent des moyens d'existence de substitution. À Virunga, les activités de conservation ont conduit au retrait des pièges, alors qu'à Lomako Yokokala, les mesures de prévention des maladies ont contribué à sauvegarder les populations de bonobos. Ces efforts ont non seulement protégé la faune, mais ont également amélioré le bien-être des communautés locales grâce à la création d'emplois, à des programmes de sécurité alimentaire et à l'accès à des ressources essentielles.

Malgré ces réussites, les difficultés perdurent. Les conflits armés, les pénuries de financement et les pressions socio-économiques continuent à peser sur la réalisation de progrès en matière de conservation. Afin d'assurer la réussite à long terme, le renforcement de l'application de la loi, l'élargissement des initiatives communautaires et un soutien financier durable sont essentiels. Les projets de conservation menés en RDC ont fourni un modèle reproductible en matière de protection des espèces en danger dans des environnements complexes. Ainsi, cela prouve que lorsque la conservation est intégrée au développement économique et à l'autonomisation de la communauté, elle engendre un impact durable. À l'avenir, il sera capital d'intensifier ces efforts et d'assurer la durabilité à long terme en vue de préserver le futur de la riche biodiversité de la RDC.

Les projets de conservation menés en RDC ont fourni un modèle reproductible en matière de protection des espèces en danger dans des environnements complexes. Ainsi, cela prouve que lorsque la conservation est intégrée au développement économique et à l'autonomisation de la communauté, elle engendre un impact durable. !



UNION INTERNATIONALE POUR LA
CONSERVATION DE LA NATURE
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
iucn.org/fr



KEEP
NATURE
STANDING